L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat et de la Première Municipalité.

PAR J. BAYON.

NOUVELLE-ORLEANS:
MERCREDI MATIN, 17 OCTOBRE 1838

Mr. Denis Prieur, chargé de la négociation des empruns de la 1re. et de la 3me. municipalité, partira probablement cette après-midi, sur le navire Yazoo.

ACCIDENT.—Nous apprenons ce matin, que le bateau de remorque Lion, est venu en contact avec le navire Pordonnet, dans la nuit de lundi à mardi, et a sombré peu de minutes après. L'ingénieur a péri dans l'accident. Le capitaine et l'équipage sont arrivés sur le Shark.

Il est arrivé ce matin, à 2 heures, trois bateaux de remorque avec neuf batimens. Il y en a encore trois au bas du fleuve, mais aucun de France.

Statistique d'éducation dans les Etats Unis.

C'est peut être chez nous l'effet d'une prédilection particulière et d'une vocation spéciale, mais il nous semble qu'il y a pas de sujets aussi intéressans à traiter, aussi fécondes en résultats, aussi susceptibles de développement que celui de l'éducation de nos enfans. Chacun, il est vrai, prône son saint ; mais quand cette fidèle est du petit nombre de celles qui, loin d'exiger des sacrifices humains, tendent continuellement à l'amélioration et au perfectionnement moral et intellectuel de la race humaine ; quand il n'est question dans notre cause que d'une chose à polir et à adoucir les mœurs, à embellir notre existence, à nous rapprocher en quelque sorte de la divinité en nous élevant de la brute, il doit bien permis de se livrer à ce culte avec ardeur, avec passion et de se laisser aller à une sorte d'enthousiasme auquel par dans ses motifs qu'heureux dans ses effets.

Nos lecteurs voudront donc bien nous pardonner si nous ramenons quelquefois leur attention sur le sujet de l'éducation. Nous sommes loin de vouloir nous ériger en pédant et encore bien plus d'afficher des connaissances au dessus de l'ordinaire ; mais nous sentons fortement sur une matière qui a été pendant de longues années l'objet de nos méditations et nous croyons en sentir si bien toute l'importance que nous voudrions pouvoir communiquer à nos concitoyens et surtout à la partie éclairée de notre population une part on de ce feu sacré, de cet amour des lettres qui nous a souvent soutenu et consolé dans le malheur.

Nous voudrions surtout leur faire sentir les conséquences presque incalculables d'un système bien entendu d'éducation publique et combien il est de l'intérêt de l'Etat, de la société et de chaque citoyen en particulier d'encourager et de multiplier les écoles dans toutes les parties de la Louisiane. On a déjà fait un grand pas, sans doute ; nous possédons déjà un certain nombre d'établissemens consacrés à l'éducation et à l'instruction de la jeunesse ; mais il reste encore beaucoup à faire, surtout en faveur des classes indigentes et laborieuses qui ne peuvent atteindre aux prix trop élevés pour elles des institutions particulières.

Si, dans un établiss. Dun mercl, on ne connait pas la ligne de la pauvreté organisée, comme on Europe et surtout en Angleterre, on ne peut pas songer à ouvrir des *écoles de charité* purement gratuites ; si la juste fierté de l'artisan, de l'ouvrier se révolte contre une sorte d'aumône, il est cependant un moyen de concilier les égards que l'on doit à cette classe industrieuse avec les besoins de la génération qui s'élève. L'Etat peut à peu de frais établir de nombreuses écoles où, au moyen des secours pécuniaires qu'il attachera à chacun, les frais d'admission pourraient être réduits à une somme assez minime pour qu'elle fût à la portée de toutes les bourses. C'est beaucoup moins des personnes riches et de la classe aisée que le gouvernement doit s'occuper. Son attention doit se porter principalement vers la classe travaillante dont il est nécessaire d'améliorer le moral par le correctif sûr et efficace de l'éducation. Aussi, sans blâmer ou vouloir contrebalancer la libéralité dont l'Etat a fait preuve envers certains établissemens, voudrions-nous qu'il fût un peu plus en faveur des écoles primaires qu'il y en eût un plus grand nombre et que l'on employât tous les moyens possibles pour faire sentir aux parens la nécessité d'y envoyer leurs enfans. Tous les Etats de l'Union semblent avoir compris cette nécessité et nous voyons avec plaisir que la plus grande partie de ces Etats encouragent fortement l'éducation publique et y donnent une attention toute particulière.

Dans l'Etat du Maine, la loi exige que les habitans de chaque ville paient annuellement pour la soutien des écoles une somme égale au nombre des personnes qui y résident. Cette somme est d'environ $123,000 et les dépenses s'élèvent à $140,000 et au delà.

Dans le New Hampshire, on prélève une taxe distincte de $39,000 pour les écoles, outre une appropriation annuelle de $10,000 provenant d'une taxe sur les actions de banque.

Dans le Vermont, on lève plus de $30,000 pour les écoles sur une certaine taxe de trois pour cent, et une autre somme particulière des taxes de district, outre un revenu de près de $10,000 provenant des banques.

Dans le Massachusetts, il y a environ trois mille écoles, entretenues au moyen de taxes publiques et de souscriptions particulières.

A Boston, les écoles consument plus de 12 mille enfans et la dépense s'élève à $200,000.

Dans le Rhode Island, il y environ sept cents écoles entretenues par une allocation législative de $10,000 par an, par des taxes et des souscriptions individuelles.

Le Connecticut a un fonds de $1,200,000, mais ne remploi pas le but désiré. Il y a dans l'état 85 mille enfans et environ 1500 écoles.

Dans l'Etat de New York, il y a plus de neuf mille écoles qui instruisent plus de 500 mille enfans. Le fonds des écoles est de $1,700,000.—On distribue annuellement $100,000, mais à la condition que chaque ville doit lever par une taxe qui autrement une somme égale à celle qu'elle reçoit.

Le New Jersey a un fonds de $253,000 et un revenu annuel de $22,000.

Dans la Pensylvanie, pendant l'année dernière sur 400,000 enfans, il y en avait plus de 250,000 entièrement dépourvus de toute espèce d'éducation.

Le Delaware a un fonds d'écoles de $70,000.

Le Maryland a un fonds de $75,000 et reçoit en outre des banques, un revenu qui ne partage entre les différens comtés.

La Virginie a un fonds de 1,030,000. Le revenu se divise entre les comtés, suivant le chiffre de la population blanche, et est principalement consacré à défrayer l'enseignement d'enfans pauvres admis dans des écoles particulières.

Ce système de la Virginie est digne d'imitation et ne le reproche de celui que nous avons recommandé plus haut.

La Caroline du Nord a un fonds de $70,000 alloué aux écoles communes.

La Caroline du Sud alloue chaque année une somme de $44,000 aux écoles gratuites.

La Georgie a un fond de $500,000 et entretient plus de sept écoles publiques.

L'Alabama et la plupart des Etats de l'Ouest et du Sud Ouest sont divisés en districts de six milles carrés ; chaque district se subdivise en sections d'un mille carré et la sixième section est appropriée à l'éducation.

L'Mississippi a un fonds de $33,000, mais il ne paroit être mis en usage que lorsqu'il aura atteint le chiffre de $500,000. Que deviendront les enfans pendant ce temps ?

Enfin, la Législature de la Louisiane accorde à chaque paroisse de l'Etat $2 $24 par chaque électeur

UN VETÉRAN—Il existe en ce moment, dans le régiment de hulans du prince de Schwartzemberg, un cheval d'un âge avancé, et remarquable par sa qualité. Il est de couleur grise. Il fut acheté en Ukraine, en 1805, à une remonte pour le régiment. On le nomme *Abraham*. Il fut monté par un trompette ; mais, à la bataille d'Ulm, son cavalier fut emporté par un boulet, et lui même reçut un grand coup de sabre dans le poitrail ; ce qui ne l'empêcha pas cependant de recevoir en selle un autre cavalier—Abraham, par son ardeur et son courage dans différentes circonstances, fut jugé digne d'appartenir à un officier. Depuis cette promotion, il a vaillamment renversé sa brillante réputation dans maintes batailles. Malgré son grand âge, on le voit encore comme le meilleur et le plus doux de tous les chevaux du régiment de Schwarzemberg.

Une bien étonnante pièce de canon qu'il y ait en Europe, et qui fait l'admiration des curieux qui vont la visiter, est celle qui se trouve dans l'arsenal de Metz. Cette pièce est connue sous le nom de *Griffon* à cause de l'animal fabuleux qui se trouve ciselé parmi ses ornemens. Elle a été coulée en 1529, à Brombresten, près Coblentz, où l'armée française s'en empara en 1800. Cette pièce a 17 pieds de longueur et 3 de diamètre ; elle a 10 pouces et demi de gueule, et elle pèse 22,500 livres ; elle tire à 24 pieds de longueur, et le boulet qu'elle porte est de 157 livres de calibre. Il faut 42 livres de poudre pour la charger. L'empereur l'a voit désignée pour l'Hôtel des Invalides, à Paris, place est marquée.

Le Grand-cadet de ce canon se trouve dans un bastion de la vieille forteresse de Bitdelmpour, dans l'Inde, celui là n'a que 14 pieds 4 pouces de long. A son embouchure il a 2 pieds 4 pouces de diamètre ; plus loin il n'a que 1 pied 2 pouces. On prétend que ce canon lance des boulets de 30 quintaux et demi ; mais pour cela il faut une charge de 428 livres de poudre. On voit que ce canon, si on s'en servait souvent, éprouverait bientôt un déficit de poudre. Aussi n'est-il à que pour la rareté du fait. C'est un ouvrage qui fait honneur au fondeur inconnu. On ignore à quelle époque et par qui ce colosse a été fondu et fort.

(*Communiqué.*)

M. L'Editeur,

En réfléchissant, ces jours derniers, sur les folies des hommes, et sur les causes qui ont amené la situation déplorable dans laquelle notre cité, le fier sanctuaire de la liberté de l'engouffrissement dans lequel j'étais plongé, par une vente de 32 lots de terre à laquelle procédait le shérif de la paroisse d'Orléans. Ces terrains, situés dans un de nos faubourgs, *mais donc des marais et des cyprières*, furent vendus pour la somme totale de 9120, ce qui revient à environ 24 l'lier. D'après les renseignemens que j'ai pu obtenir, le no acte à peu près assuré que ces mêmes lots avaient coûtés, il y a environ deux ans, 30 ou $40,000. Plusieurs autres propriétés furent aussi vendues, après avoir été abandonnées par un honnête homme, qui, à l'époque, s'était aussi livré à la fureur des spéculations dans l'espoir de voir augmenter sa fortune par les divers événemens désastreux qu'il espérait réaliser du produit de la vente de ces marais dont lesquels il s'était follement laissé affubler, enfonce qui me, monsieur, la leçon d'enfer d'lui prouve suffisamment que ces propriétés, pour lesquelles on a fait tant de folies, n'avaient d'autre valeur que celle que l'imagination montée des hommes leur avait donnée.

Les funestes catastrophes que nous avons éprouvées, M. l'Editeur, dans ces deux dernières années, ne seront plus commentre de pareilles folies. Maintenant nous sommes plus calmes, et que nous pouvons réfléchir sur toutes ces grandes folies, nous pouvons à peine nous rendre compte que ces choses ont réellement eu lieu.

Lorsque nous voyons des propriétés se vendre (je veux parler de ces sortes de propriétés dont on ne peut faire aucun usage), qui ne rapportent aucun intérêt, et qui ne peuvent être susceptibles d'en rapporter avant des siècles, même si on les couvrait de palissades (car ces palissades tomberaient en ruines sans qu'un pareil cas arrivât), je dis que lorsque des propriétés se vendent la 20ème. ou la 30ème. partie du prix qu'elles ont coûté, il y a un ou deux ans, on peut encore s'en croire quite de tels achats aient jamais eu lieu.

Cette manie de spéculer provenait de la grande quantité de papier monnaie émise par nos banques, et dont il était si facile de s'en procurer ceci, je l'avoue, à ceux qui, comme moi, étaient naturel, et que ne devrions jamais le perdre de vue.

Dans une communauté commerciale, travaillant sur une grande échelle, on doit avoir dans son sein quelques institutions de banques pour faciliter les affaires mais notre ville n'en toujours pas le moindre de numéraire à échanger. Tempérons donc, monsieur, tout le zèle de cette manie de spéculer, et surtout de spéculer au dessus de nos forces, qu'à l'aspiration de leurs chartres, vous avons accordé à quelques banques avec lesquelles notre législature, sous aucun prétexte, leur accorder aucune prolongation, ou un renouvellement de leurs chartres. Les avantages que l'on mettra n'avant ne pourront jamais contrebalancer le mal que l'on a si universellement senti dans tous les pays qu'il a pu prendre une bonne dans ses spéculations.

Je suis, monsieur, un admirateur de prudence, d'industrie et d'économie.

Nouvelliste (journal de Paris) sur la question du Mexique.

AFFAIRE DU MEXIQUE.

Les nouvelles les plus récentes du Mexique nous apprennent que, loin d'être en terme d'arrangement, la querelle du gouvernement français avec cette république prend chaque jour un caractère plus sérieux et plus grave, et menace un dénouement terrible. Nous croyons utile de donner à nos lecteurs un exposé rapide des faits et des causes qui ont nécessité la déclaration du blocus, et amèneront peut-être le bombardement de la Vera Cruz.

L'origine des nombreux griefs que nous avons à reprocher au Mexique est déjà fort ancienne ; elle remonte presque au berceau de cette jeune république, qui ne s'est pas montrée digne de l'indépendance que les peuples de l'Amérique du sud. La France avait été la première à applaudir aux généreux efforts des peuples du Nouveau Monde pour secouer le joug de toute servitude. Aussi, dès 1822, M. de Chateaubriand, alors ministre des affaires étrangères, s'empressa-t-il de reconnaître l'indépendance du Mexique, et, par considération pour la France, il fut immédiatement suivi par l'Angleterre, la Prusse, la Suède, le Danemarck, les Pays-Bas, la Toscane, les villes anséatiques, etc.

Cependant, le gouvernement espagnol qu'il n'avait pas abdiqué ses droits de souveraineté, songea à faire payer, par une expédition armée, les frais de la guerre entreprise par les descendans de Montezuma et demanda même l'appui de la restauration, dont les armées venaient de rameuer le roi Ferdinand à l'Escurial. De son côté, le gouvernement français, sur de nouvelles plaintes qui lui parvinrent, envoya, en 1829, une escadre sous les ordres du contre-amiral Baudin, avec mission de réclamer les hongreurs de l'*Aiternat*, puissant navire qui avait été pris par les Mexicains, contrairement à la foi des traités, et de faire respecter par les autorités mexicaines la priorité d'inscription dans la république, à l'exception des ports de Vera-Cruz et Tampico, pour l'entrée et la sortie des paquebots postaux militaires et non commerciaux des puissances étrangères.

Voilà la situation des choses ; les réclamations de la France sont aussi justes, aussi légitimes que celles que le gouvernement français adressa en 1826 au Brésil pour le séquestre fait à Montevideo sur les *fonds appartenant à la Compagnie des Indes*, et auxquelles le Mexique accéda *par amour de la paix et condescendance pour un allié*. Ainsi, les différends qui existent entre la France et le Mexique ne sont pas de nature à nécessiter de longues négociations. Les griefs sont connus, les réparations demandées, et il ne s'agit que de savoir si le Mexique veut ou ne veut pas les accorder. Si, dans un délai raisonnable, il ne donne pas une satisfaction complète, il faut s'attendre à une guerre sérieuse, car la France ne saurait plus à se charger les frais de la défense de ses pays. Avec un tel nombre de colons, dévoués à leur patrie, avec un commerce aussi florissant, elle a le pouvoir de faire respecter sa dignité et les intérêts de ses citoyens.

Extrait du Phare Industriel de Paris.

CONSIDERATIONS SUR LA PROVINCE DE CONSTANTINE.

Fertilité et produits de la province de Constantine — Strabon, en parlant de la fertilité de la Numidie, dit que "dans le pays des Massæsiliens on récolte la province de Constantine, la terre donne deux moissons. L'année, on y fait deux moissons. Le froment, dont la paille est haute de cinq coudées (7 à 8 pieds) et grosse comme le petit doigt, rend dans quelques endroits 240 pour un. On ne sème pas, au printemps, les grains tombés des épis, lors de la moisson, suffisent pour l'ensemencement."

Pline confirme les observations de Strabon, et ajoute que "grâce à la légèreté du sol, on se contente de retourner la terre avec la charrue, sans avoir besoin de la herse, qui a pour but de briser les mottes, y devient un instrument inutile et que les terres ne reçoivent jamais d'engrais. Le poids et la qualité du froment sont remarquables."

M. l'abbé Desfontaines, célèbre botaniste et savant agronome, qui a parcouru l'Algérie en 1786 et 1787, place au premier rang le froment des environs de Constantine. Il en a retiré la moisson de 70 livres de blé de Barbarie, pesant chacune 100 livres et non sur 80 livres de grains. Les blés de Mascara et de Tlemcen ne lui ont donné que 43 livres et demie de blé et de farine sur 70 livres de bon blé.

Le maïs, le seigle, l'orge y sont très abondans dans cette province. On les sème au mois d'avril et ils mûrissent au mois d'août. Leurs feuilles fournissent un excellent fourrage dans la saison des sécheresses.

Les chanvre, l'indigo, le pavot à opium, le tabac, le gombault, le ricin croissent spontanément dans la Régence. Le riz, les légumes secs, les fruits de toute espèce, sont cultivés avec succès dans cette province. La vigne y réussit très bien ; on emploiyait ses fruits pour faire des raisins secs au lieu de les utiliser pour la fabrication du vin.

L'olivier croît particulièrement dans toute la Numidie. Les montagnes du pays Arbas sont couvertes d'oliviers sauvages qui, sans être greffés, donnent d'excellentes olives. Les arabes, peu industrieux, ne font que les gens du pays mangent avec plus de plaisir que les fruits de l'olivier cultivé. On voit dans ce pays des olives naturellement douces qui n'ont pas besoin d'être macérées dans l'eau de saumure pour être comestibles.

Le colonel Duvivier, dans l'*Algérie*, ouvrage fort estimé, que nous avons déjà cité, dit que cette culture florissait de son temps à Sétif, ville située sur le plateau supérieur comme Constantine. Les montagnes qui environnent cette dernière ville, dit-il, en sont couvertes, et, de plus, on en trouve encore dans les ravins. Ces oliviers, par leur grosseur, leur ancienneté, et par leur port, paraissent appartenir à une espèce différente de celle des oliviers cultivés. On voit dans ce pays des olives naturellement douces qui n'ont pas besoin d'être macérées dans l'eau de saumure pour être comestibles.

Le colonel Duvivier dit dans l'*Algérie* : "Les Arabes